

GRAND DÉBAT NATIONAL

#EXPRIMEZVOUS !



Le grand
débat national

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU GRAND DÉBAT DU 11 MARS 2019 À L'ÉCOLE BESSIÈRES

*De nombreuses propositions ont été faites lors de ce grand débat national.
Nous souhaitons remercier chaleureusement tous les participants.*

DÉBAT EN PRÉSENCE DES ÉLUS :

Catherine DUMAS, sénatrice de Paris
Geoffroy BOULARD, maire du 17^e arrondissement

ANIMÉ PAR :

Yasmina PICQUART

Débat ouvert. Les intervenants au débat sont des habitants du 17^e arrondissement de Paris.

LE DÉBAT EST OUVERT À 19 HEURES 10.

Geoffroy BOULARD

Je suis ravi de vous accueillir pour cette troisième réunion publique que nous organisons à l'occasion du grand débat souhaité par le Président de la République. J'ai voulu que dans le 17^e arrondissement, les réunions aient lieu dans les écoles, symbole de la République. Il était de plus important d'aller dans les quartiers. Cette réunion est la dernière, puisque le grand débat se termine cette semaine sous sa forme d'initiatives locales.

Le rôle des maires est important pour faire remonter les propositions des citoyens. Je suis présent ce soir en observateur, comme lors des deux débats précédents.

Le débat sera animé par **Yasmina PICQUART**, Présidente d'association et habitante de l'arrondissement.

Je souhaite que ces débats soient des moments de propositions concrètes. Les échanges seront retranscrits intégralement en direct. Un compte rendu sera disponible cette semaine sur le site de la mairie. Je transmettrai toutes vos propositions au Président de la République à travers le Préfet, qui supervise les opérations du grand débat en Île-de-France.

Une réunion de restitution du grand débat dans le 17^e aura lieu le 2 avril.

Merci d'être synthétiques et de respecter le temps de parole de chacun et merci de votre présence.

Nous avons la chance d'avoir avec nous ce soir Catherine DUMAS, sénatrice de Paris et conseillère de Paris du 17^e arrondissement.

Je remercie les autres élus du 17^e présents :

- Olga JOHNSON, conseillère de Paris en charge de la cohésion citoyenne ;
- Adrien DELASSUS, conseiller d'arrondissement ;
- Marlène ROMÉRO, conseillère d'arrondissement ;
- Philippe GUERRE, adjoint au maire en charge du commerce ;
- Christophe LEDRAN, adjoint au maire en charge de la démocratie locale, de la lutte contre l'exclusion et du quartier Pereire-Malesherbes ;

Catherine DUMAS

Bonsoir à tous. Je suis ravie d'être parmi vous pour vous écouter. Ce grand débat a pour but de parler des demandes des Français. Il est important, pour une parlementaire, de vous entendre.

J'espère qu'à l'issue de ce débat, nous aurons des réponses à la détresse des habitants. Je suis heureuse que ce débat ait permis aux habitants du quartier de se retrouver. Nous ne nous parlons et

ne nous écoutons pas assez. Ce débat nous permettra de mieux nous connaître et de mieux nous respecter. C'est pour cette raison que je suis là ce soir.

I. GRAND DÉBAT

Yasmina PICQUART

Je suis responsable d'une institution du 17^e arrondissement, le centre KIRIKOU, et habitante du quartier.

Afin que chacun puisse s'exprimer, je vous demande de lever la main lorsque vous voudrez parler. Je propose que celui qui prend la parole ne dépasse pas les 5 minutes.

Afin que la parole soit libre, je vous demande de respecter ce que diront les autres.

Nous sommes tous parisiens ici. Or, la question de la transition écologique est rarement abordée à Paris. Nous commencerons donc par ce sujet. Vous pourrez ensuite librement parler des trois autres thèmes du grand débat :

- la fiscalité ;
- l'organisation de l'État ;
- la démocratie et la citoyenneté.

Un intervenant

Je suis inspecteur des finances. Ma proposition s'articule autour de la transition écologique et de la fiscalité. Je propose un crédit d'impôt dans le cadre d'un rapprochement entre le lieu de travail et le domicile pour les salariés et les entreprises.

Un intervenant

Il s'agit d'un débat. Je veux donc pouvoir dialoguer avec les autres et éventuellement être convaincu par eux. Les propositions sur Internet ne constituent pas un débat.

Dans un débat, il faut commencer par donner la situation. Prenons comme postulat que les émissions de CO2 posent problème. Or, la France représente moins de 1 % des émissions de CO2. Nous sommes les meilleurs élèves de l'Europe. La transition est nécessaire, mais il faut faire les choses calmement, sans sacrifier l'industrie française. Nous pouvons vouloir lutter contre le CO2 sans lutter contre le nucléaire, qui a fait moins de morts que, par exemple, le charbon.

Un intervenant

Est-ce que l'Inspecteur des finances qui s'est exprimé peut préciser sa proposition ?

Un intervenant

Il s'agirait de faire en sorte que le lieu de travail par rapport au domicile soit borné dans un certain kilométrage. L'entreprise comme le salarié pourraient obtenir un bénéfice fiscal en respectant ces bornes.

Une intervenante

Il existait une incitation fiscale à l'achat des vélos électriques. Elle a malheureusement été supprimée. Par ailleurs, serait-il possible d'indemniser les salariés prenant leur vélo, comme pour ceux prenant les transports en commun ?

Un intervenant

La transition écologique ne se résume pas au réchauffement climatique et n'est pas uniquement de la responsabilité des pouvoirs publics. Les mégots de cigarettes jetés sur les trottoirs sont une source de pollution importante. Les mégots tombent dans les égouts, puis dans les rivières et dans la mer. Ce problème a une solution multidimensionnelle, mais elle commence par notre comportement.

Une intervenante

Il faut favoriser le télétravail. Il s'agit d'une première solution pour réduire les trajets.

Par ailleurs, j'ai proposé à M. BOULARD d'offrir un cendrier de poche aux habitants du 17e.

Une intervenante

Le rapprochement domicile/travail semble compliqué. Les gens n'ont pas forcément envie de déménager dès qu'ils changent de travail. La question des transports publics est importante. Cela se voit mieux en banlieue qu'à Paris. Certains endroits sont inaccessibles en transports en commun. Des systèmes de covoiturage pourraient être mis en place.

Une intervenante

J'ai appris récemment qu'il existe une application utile pour tous les habitants d'île de France appelée « Dans ma rue ». Si quelqu'un voit une décharge sauvage, par exemple, il peut la prendre en photo et envoyer son image via l'application. La Mairie de Paris prend alors en charge le problème immédiatement grâce à un service dédié. Paris est une ville sale. Nous devons tous faire en sorte de la nettoyer.

Par ailleurs, nous devrions placer des bacs à compost dans les espaces verts afin de sensibiliser les gens au cycle du recyclage.

Une intervenante

Nous sommes tous utilisateurs de la ligne 13 du métro. Comment avons-nous pu laisser dégrader cette ligne à ce point ? Les conditions de transport sont inacceptables.

Un intervenant

L'objectif de la transition écologique est que la température ne monte pas trop. Or, il existe des îlots de chaleur urbains. Dans le 17e arrondissement, le palais de justice, qui a un plafond en verre qui est très émissif de chaleur. Il faut éviter les façades et les toits en verre.

Le 17e abrite également des immeubles noirs, alors que le noir prend la chaleur. Il faudrait par ailleurs végétaliser Paris et par exemple les quais de la gare de Cardinet.

La ZAC des hauts de Malesherbes comporte une friche urbaine qu'il faut aménager. Le premier aménagement proposé dans le cadre du budget participatif est un jardin partagé. Il comportera deux parties : une cour de granit dans lequel quelques bacs seront installés et une partie où le sol sera artificialisé et qui accueillera également quelques bacs seulement. Au lieu d'avoir 300 m2 de nature,

nous aurons simplement 50 min 2 s de bacs. Par ailleurs, la terre fournie provient du chantier du Grand Paris et est constituée principalement de glaise.

À côté de ce terrain, il est proposé d'installer des ruches. Or, le terrain sera aseptisé avec du géotextile. De plus, ces ruches abriteront des abeilles domestiques, qui sont une catastrophe pour les moustiques.

Un intervenant

Je suis conseiller consultatif du quartier Epinettes-Bessières. Les poubelles de la ville sont équipées de cendrier. Il faut communiquer à ce sujet.

En Allemagne, les bouteilles plastiques sont consignées et recyclées. En France, ce n'est pas le cas. Il faudrait le faire. Ce plastique vaut de l'argent.

Un intervenant

Le grand débat est un petit débat. Nous ne parlons pas de la situation du pays, qui est actuellement en plein déclin. Je demande à mes compatriotes de penser d'abord à la France avant de penser à eux-mêmes. Il faut reconstruire un pays puissant où il fera bon vivre.

L'endettement de la France est problématique. Il faudrait se pencher sur ce problème. Le déficit budgétaire est de 20 %.

Il faut redonner une économie de production et pas uniquement de services au pays en favorisant l'agriculture et en reconstruisant l'industrie. Cela se heurte au problème de l'écologie. Nous devons recréer des richesses et en produire plutôt que de les distribuer.

En ce qui concerne l'écologie, il faut éviter les mesures qui aliènent la production et assècheraient le pays. Il ne faut pas s'occuper de problèmes qui nous dépassent. Nous devons développer la recherche en matière énergétique et équiper le pays d'équipements fonctionnant à l'énergie solaire.

Une intervenante

La fiscalité en matière d'écologie me tient à cœur. On demande beaucoup aux particuliers et peu aux grandes sociétés qui font du fret entre la Chine, l'Europe et les États-Unis. La fiscalité pour les paquebots et les avions de fret est quasiment nulle. Il n'existe pas d'unification fiscale en Europe, les pays sont donc en concurrence fiscale, ce qui donne du poids aux lobbies et paralyse les gouvernements.

Par ailleurs, il faudrait que dans les établissements scolaires, on sensibilise les enfants et les adolescents à la transition écologique.

Une intervenante

La technologie actuelle permet de construire des bâtiments autonomes en consommation et en rejet. Il faudrait légiférer à ce sujet.

Une intervenante

En fonction des cartes scolaires, les domiciles des enfants sont parfois éloignés de leurs écoles. Il faudrait revoir le transport scolaire.

Un intervenant

Nous sommes à l'aube d'une révolution encore plus importante que la révolution industrielle, avec l'avènement de l'intelligence artificielle. Il n'y a aucune réflexion politique sur ce sujet en France. La société de demain sera une société de gens qui n'auront pas de travail. Seuls les gens très diplômés ou très peu qualifiés trouveront un emploi. Les Chinois ont dix ans d'avance sur nous dans cette réflexion. Nous ne parlons que d'éthique. Nous avons laissé se déliter l'agriculture, l'enseignement, et nous sommes à la traîne dans tous les classements mondiaux. Paris est la capitale la plus sale d'Europe. Nos hommes politiques ne sont capables de rien. Quelle société voulons-nous demain ?

Un intervenant

J'habite le 17e depuis deux ans, je suis salarié et ai des revenus complémentaires issus de l'économie collaborative.

À Paris, les coûts de logement sont importants. De nombreux Français ont des revenus complémentaires liés à la location de courte durée. Je propose une franchise fiscale de 3 000 euros pour les 3 000 premiers euros issus de l'économie collaborative.

Cela renforcerait le pouvoir d'achat. Certains secteurs de l'économie collaborative ont un modèle de partage de frais, comme BlaBlaCar, et d'autres, comme la location saisonnière, n'en ont pas. Cette proposition avait été évoquée par le sénateur Albéric de Montgolfier en 2017.

Yasmina PICQUART

Je propose maintenant d'ouvrir le débat au sujet de la fiscalité, de la citoyenneté et de l'organisation de l'État.

Une intervenante

À Paris, il existe de nombreuses terrasses qui pourraient être végétalisées. Par ailleurs, nous avons la petite ceinture qui appartient à la SNCF et qui est un espace vert peu exploité.

Concernant les nouvelles énergies, nous parlons souvent de l'éolien et du solaire, mais ces énergies ne sont pas entièrement renouvelables. Les cellules photovoltaïques sont principalement composées de terres rares, c'est-à-dire de métaux lourds. Les décharges n'acceptent donc pas les panneaux solaires qui ne sont pas recyclables. Ils sont donc abandonnés, ce qui pollue les sols et les nappes phréatiques. Pour l'éolienne, le problème est similaire. En Allemagne, des éoliennes ont été construites sur des chapes en béton qu'ils n'arrivent pas à déconstruire. De plus, ils les ont construites trop proches les unes des autres. Des rapaces et des chauves-souris ne les voient pas et se font broyer. Il faudrait écouter les ornithologues pour ne pas nuire à la faune.

Un intervenant

Je suis administrateur de la FCPE.

Nous sommes mal classés par rapport aux pays de l'OCDE. La France est 30e sur 52 pour le niveau scolaire des enfants entrant en 6e et dernière pour l'égalité des chances.

Voici neuf mois, un débat organisé par le ministre de l'Éducation nationale a eu lieu à l'hôtel Ibis. Nous n'avons pas eu le temps de lui poser nos questions. Il nous a été demandé de les lui envoyer, et nous n'avons reçu aucune réponse. Ce débat sert-il à quelque chose ?

Yasmina PICQUART

Il faut faire des propositions. Nous verrons ensuite si Le Président de la République les exploite.

Une intervenante

Une commission d'éthique travaille actuellement sur le droit à mourir dans la dignité. Je voudrais qu'on puisse mourir en bonne santé. Je pense notamment au suicide assisté. Il faudrait un débat à ce sujet avec la population. Il faut que ce débat parte des citoyens.

Une intervenante

J'ai travaillé pendant 20 ans dans l'associatif pour les jeunes en échec scolaire. J'ai été présidente d'une association de parents d'élèves dans le 17e.

Comment faire pour améliorer l'enseignement des langues étrangères ? Je propose que nous mettions en place des partenariats plus actifs avec les autres pays.

Les chefs d'entreprise ne connaissent pas les bénéfices qu'ils peuvent avoir en faisant appel à des élèves dès le collège. Il faudrait créer des « jobs dating » mensuels entre entreprises et élèves dès le collège. Les étudiants, collégiens et lycéens sont perdus lorsqu'ils doivent chercher un emploi ou s'orienter.

Une intervenante

Je suggère que nous institutionnalisions des débats réguliers sur des sujets que les citoyens proposeraient par Internet. Des citoyens volontaires, des citoyens tirés au sort et des experts y participeraient. Les résultats de ces débats pourront ensuite être proposés aux citoyens lors d'assemblées dans lesquels les députés auraient un grand rôle. La politique est un métier, et un métier noble. Nous avons besoin de gens qui passent leur temps à penser au bien commun.

Les citoyens ont un vécu et veulent des débats informés sur des sujets qui les touchent.

Une intervenante

Nous payons de la TVA sur les taxes d'acheminement du gaz et de l'électricité. La TVA est pourtant une taxe sur la valeur ajoutée. Elle devrait s'appliquer directement sur le gaz et l'électricité.

Un intervenant

Nous avons un problème de consentement à l'impôt et de citoyenneté. La question du droit du sol et du sang pose aussi problème. Nous ne sommes pas français parce que nous naissons, mais parce que nous le décidons et l'acceptons. Quelqu'un qui vient naître sur le territoire est par essence binational. Jusqu'à ses 18 ans, il devrait faire preuve de son adhésion à la nationalité française. En cas de délit, de litige ou de non-respect d'un certain nombre de règles, la nationalité devrait lui être refusée.

Par ailleurs, nous avons augmenté la carte de transports publics pour que chacun soit égal et que les habitants de banlieue puissent aller à Paris. Or, nous savons qui aujourd'hui ne paye pas cette carte, ne paye pas les impôts ou salit les villes. Nous avons parmi nous des gens qui ne sont pas nos concitoyens.

Les attaques du Bataclan ou de Charlie Hebdo prouvent que des gens ne veulent pas vivre dans le même pays que nous. Il faut regarder qui sont les gens qui truandent et ne payent pas.

Une intervenante

Je voudrais savoir où vont nos impôts. Je veux bien payer pour l'écologie, mais il faudrait savoir ce que deviennent les sommes. Je ne pollue pas, mais je paye beaucoup.

Une intervenante

Quelle société voulons-nous et comment nous intégrerons-nous dans le monde à venir ? Ce n'est pas en ramassant les mégots que nous résoudrons le problème écologique. Le glyphosate a tué les abeilles et continue d'être utilisé.

Je ne suis pas représentée à l'Assemblée nationale. Je n'ai rien contre les hommes et les femmes politiques, mais un fossé s'est creusé. Il faudrait créer des espaces où chacun pourrait s'exprimer. Les députés sont payés par notre argent. Nous avons le droit d'être mieux représentés.

Il faudrait que nous arrêtions de parler à la place de personnes dont nous ne connaissons pas la vie. Ce n'est pas en divisant, mais en représentant tout le monde, que nous avancerons.

Un intervenant

À quoi sert le grand débat ? Qui lira les propositions ? Nous savons qu'elles ne seront pas prises en compte.

Les questions sont rédigées de manière très orientée. Nous ne vivons pas en démocratie, notre avis n'est pas entendu. Si nous ne sommes pas contents, nous ne sommes pas écoutés. Je propose la mise en place du RIC, qui donnerait aux citoyens un moyen de se faire entendre.

Une intervenante

Nous vivons ensemble, nous devons voir ce qui nous rassemble et non ce qui nous divise. La France comprend plus de 66 millions de citoyens. Il faudrait redéfinir juridiquement la notion d'étranger, car des personnes se permettent de dire des choses fausses et choquantes.

Au Sénégal, il existe une base militaire sur laquelle les soldats français ont le droit d'aller et venir comme bon leur semble. Le contenu de leurs avions n'est même pas contrôlé. Or, en France, un Sénégalais doit présenter ses papiers. Il ne faut pas revenir sur la loi du droit du sol.

J'ai des ancêtres qui sont morts pour la France. Mes parents sont français, car avant, le Sénégal était français. Je suis française de deux parents français.

Concernant la fiscalité, je trouve anormal que la TVA sur les cercueils soit de 20 %.

Une intervenante

Je suis inquiète du développement de l'intelligence artificielle. Le gouvernement a proposé de faire payer des impôts à Google. J'espère qu'il ira jusqu'au bout. Il faut réfléchir à notre consommation. Si nous achetons sur Amazon, les commerçants vont mourir. Si nous continuons, nous deviendrons des esclaves des GAFA.

Un intervenant

Nous ne sommes pas tous conscients de la situation du pays. Nous sommes champions de la dépense publique. Les dépenses de l'état sont de 355 milliards alors que les recettes sont de 270 milliards, soit 30 % de différence. La priorité est de repenser la dépense publique.

Un intervenant

Les GAFA refusent de payer des impôts. Ils veulent mettre en place un monde libertarien. Leur projet est de créer des îlots artificiels indépendants des états dans l'océan. Les cerveaux les plus importants de la planète y seront réunis. Les États n'auront plus d'importance.

L'intelligence artificielle commence à remplacer dans de nombreux domaines. Que font nos hommes politiques à ce sujet ?

Un intervenant

Nous entendons beaucoup de discours contre les hommes et les femmes politiques et notamment contre une dérive oligarchique. La première cause est que nous ne sommes pas égaux dans l'exercice de notre droit à être candidats à des fonctions électives. Les fonctionnaires sont rémunérés durant leur campagne et ne perdent pas leur travail. Les salariés du privé ont un congé non rémunéré.

Il faudrait instaurer un statut de l'élu et du candidat. Nous ne pouvons pas garantir à chaque salarié que son contrat de travail sera simplement suspendu durant la durée de son mandat, mais les candidats devraient être indemnisés durant la durée de la campagne. Ils devraient être ensuite aidés à la réinsertion dans le monde professionnel.

Un intervenant

Je suis né dans le 17^e arrondissement et je dirige la régie de quartier Passerelle 17. Beaucoup de mes employés et de mes salariés sont d'origine ou de nationalité malienne, sénégalaise, algérienne. Lors des attentats, ils étaient parmi les autres lors des débats, des minutes de silence que nous avons organisées. Ils étaient marqués comme les autres. Une des victimes de Charlie Hebdo était le correcteur, qui s'appelait Mohamed. La première victime de Mohamed MERAH à Montauban était un soldat français d'origine algérienne. Sa mère se déplace dans les écoles pour parler aux élèves et organise avec eux des déplacements à Auschwitz.

À la fin du 19^e siècle, il y avait des textes contre les travailleurs belges et bretons. Je tiens à la France du creuset.

Un intervenant

Le Premier ministre a dit qu'il souhaitait baisser les impôts en baissant la dépense publique alors que les dépenses ont augmenté de 4,5 milliards d'euros depuis qu'il dirige le gouvernement selon la Cour des comptes.

Le gouvernement a annoncé l'augmentation de la CSG et sa suppression pour les retraités ne gagnant pas plus de 2 000 euros. Il faut annuler la hausse.

Par ailleurs, les heures supplémentaires ne sont pas entièrement défiscalisées. Les entreprises françaises payent plus de charges que les entreprises allemandes.

Une intervenante

Il faut que le vote soit obligatoire et que le vote blanc soit pris en compte.

Une intervenante

Il faudrait redéfinir le rôle du citoyen. Nous avons des droits, mais aussi des obligations. Il faut les préciser. Nous payons des impôts, mais nous avons des services publics gratuits.

Une intervenante

Je suis admirative devant l'intelligence et la force de citoyens remarquables qui, dans de petites communes, lancent des initiatives. Il faudrait utiliser ces idées locales au niveau national.

Un intervenant

Je trouve que nous ne parlons pas assez des personnes âgées et dépendantes. Les places en EHPAD sont insuffisantes. Nos anciens sont placés dans des mouroirs. Nous devons donner des aides au

maintien au domicile ou aux aidants. La proposition de loi Autonomie, étudiée depuis longtemps, doit absolument être promulguée en 2019.

Une intervenante

Pour financer les dépenses, il faudrait augmenter le temps de travail. Nous sommes le pays développé qui travaille le moins.

Un intervenant

La France est saturée d'impôts. Or, nous créons des impôts dès que nous en supprimons. Je propose qu'il n'y ait pas d'impôts nouveaux. Le nombre de fonctionnaires a augmenté, il devrait diminuer. Nous devons diminuer les dépenses de fonctionnement pour avoir de l'argent pour l'investissement. Il y a des gaspillages éhontés. Sur chaque facture d'électricité, nous payons 1 % au Comité d'Entreprise d'EDF. Il faut supprimer cette subvention.

Par ailleurs, la taxe d'habitation doit être supprimée pour tout le monde ou conservée pour tout le monde.

Pour retrouver des finances publiques saines, il faut diminuer les dépenses sociales et augmenter le temps de travail.

Un intervenant

Il faut proposer au gouvernement d'opérer une transition écologique à son niveau, en privilégiant les voitures électriques, par exemple.

Il faut en outre conserver le nucléaire.

Concernant l'organisation des pouvoirs publics, il faut déconnecter les élections présidentielles des législatives.

Concernant la citoyenneté, il faut que les binationaux ne privilégient pas l'autre nationalité au détriment de la nationalité française. Nous sommes les premiers dans le domaine de l'immigration.

Un intervenant

La France est malade du communautarisme. La classe politique nous monte les uns contre les autres. Je paye des impôts, je ne suis pas mécontent de le faire, mais je veux savoir comment est utilisé mon argent. Il ne faut pas moins de service public, mais un service public meilleur. Il faut penser au 4e âge, instaurer un service public du 4e âge.

Il faut réformer les transports publics et les hôpitaux. Ces équipements pourraient fonctionner mieux, mais ils sont financés par nos impôts. Il ne faut pas brader les services publics. Les gilets jaunes veulent une baisse des impôts, ce qui est compréhensible, mais il faudrait surtout une hausse du pouvoir d'achat par des augmentations de salaire.

Un intervenant

Je suis pour l'impôt pour tous. Chacun devrait payer de l'impôt sur le revenu. Certains ne se sentent pas appartenir à la République, parce qu'ils cassent, mais ne payent pas d'impôt. Par ailleurs, ceux qui payent beaucoup d'impôts rejettent aussi la République, car ils sont peu nombreux à payer des sommes importantes.

Un intervenant

Toutes les contributions au débat sont utiles. Cependant, je ne comprends pas certains grands concepts utilisés aujourd'hui. Certains veulent augmenter la durée du travail. D'autres ont peur des GAFAs et de l'intelligence artificielle. Cela est en contradiction. Si l'intelligence artificielle se développe, il faudra peut-être baisser le temps de travail, mais comment gagnera-t-on de l'argent ?

Les propositions sont antagonistes.

Un intervenant

Je demande à l'État de présenter un compte d'exploitation clair et synthétique des dépenses et des ressources de la nation. Comment le déficit est-il financé ? Il existe quatre grandes sources de recettes :

- La TVA
- Les impôts sur le revenu des particuliers
- Les impôts sur le revenu des entreprises
- Les taxes.

Une augmentation des taxes a provoqué le mouvement des gilets jaunes. Il faut une présentation des comptes. Nous pourrions ensuite travailler à réduire le déficit. Un grand chef d'État doit savoir aller à l'encontre de ceux qui le soutiennent.

Un intervenant

Je suis satisfait de voir que plus de femmes participent à cette réunion qu'à la première.

Je m'étonne que personne ne parle des laboratoires pharmaceutiques, aussi importants que les GAFAs.

Par ailleurs, les anciens présidents de la République touchent encore des indemnités. Valéry GISCARD D'ESTAING les touche depuis quarante ans. C'est inadmissible.

Un intervenant

Toute la population paye de l'impôt en France par le biais de la TVA. Vous vous focalisez sur l'impôt direct, mais il existe des impôts indirects.

Pour réduire la dépense publique, chacun se focalise sur la fonction publique. Un effort a déjà été fait dans la fonction d'État. C'est la fonction territoriale qui a pris de l'ampleur.

Personne ne parle de la fraude sociale et fiscale en France, qui s'élève à 100 milliards. Il faut mettre plus de moyens pour lutter contre.

Une intervenante

Je suis retraitée de la fonction publique, dans laquelle il existe énormément de gabegie dans la fonction publique. Lorsqu'un problème se présente, un comité est créé, avec des personnes qui travaillent et d'autres qui ne font rien.

Une intervenante

D'après un rapport du Haut Conseil de la santé publique, les femmes sont moins bien soignées que les hommes. Dans quelques années, il y aura une pénurie de médecins et notamment de gynécologues. Cela induira des problèmes de santé génitale qui peuvent conduire à la stérilité. Il faut s'occuper de ce problème dès aujourd'hui.

Un intervenant

Tout le monde trouve normal de payer la TVA et non l'impôt sur le revenu, alors que ce dernier est plus juste. Il faudrait que chacun paye de l'impôt sur le revenu et baisser la TVA.

Les collectivités territoriales et l'État multiplient les commissions. Il faudrait en faire un inventaire. Un tel inventaire existe peut-être à la Cour des comptes, mais ses rapports ne sont pas toujours pris en considération.

Lors de fusions de régions, l'argent économisé a été dépensé en transports, car les élus se déplacent plus qu'auparavant. De nouveaux hôtels de région ont dû être construits. En voulant faire des économies, nous augmentons les dépenses.

Les aides à domicile pour les personnes âgées donnent droit à une réduction d'impôt, mais il n'y a aucune réduction d'impôt lorsque les gens sont en EHPAD, alors que cela coûte plus cher.

Pour s'occuper de toutes ces personnes âgées, il faudra du personnel. Ces métiers ne disparaîtront pas avec l'intelligence artificielle. Par ailleurs, il y a des déserts médicaux en France. Si on fait des consultations à distance, c'est aussi parce que les médecins ne veulent plus aller dans les campagnes.

Une intervenante

Les déplacements en avion polluent énormément. Je propose de les taxer. Il faut développer le fret ferroviaire.

Une intervenante

Nous avons de la chance de pouvoir nous exprimer, que nous soyons pauvres ou riches, de droite et de gauche. Les interventions étaient intéressantes. Le rôle des maires dans le grand débat a été important, bravo à eux. Je remercie également les gilets jaunes, sans qui ces débats n'auraient pas lieu.

Un intervenant

Le télétravail est une idée très importante. Il faut une volonté politique de le développer pour désaturer les transports en commun.

Nous avons parlé de réduction des dépenses publiques et sociales. Nous pourrions pourtant récupérer de l'argent en réduisant l'optimisation fiscale, grâce à la taxe sur les transactions financières, ou en faisant payer des impôts aux GAFAM. Cependant, pour agir fiscalement, il faut l'unanimité en Europe. Il faut que les hommes et les femmes politiques aient le courage de refonder l'Europe.

Un intervenant

La fonction publique n'est pas la seule à avoir des dépenses inutiles.

Cédric VILLANI a effectué un rapport sur l'intelligence artificielle. Il a gagné la médaille Fields. Nous pouvons lui faire confiance.

Par ailleurs, le numérique pollue 50 % de plus que les avions. Nous devons l'utiliser modérément.

D'autre part, un site Internet et une brochure détaillant l'utilisation des impôts ont été publiés.

Une intervenante

Le mouvement des gilets jaunes est parti il y a deux ans de Guyane. Il faudrait renforcer les connections avec l'outre-mer. La France ne se résume pas à la métropole. Nous devons être plus solidaires avec eux.

Nous devrions revoir l'organisation de l'État et des services publics. Certaines délégations de service public ne sont pas positives. L'État pourrait réinternaliser certaines fonctions.

Une intervenante

Nous envisageons d'obliger les médecins à aller dans les endroits désertiques. Cela est injuste pour eux. Ils sont exploités dans les hôpitaux. Des étudiants se suicident, et d'autres arrêtent leurs études. Il ne faut pas les obliger, mais les inciter.

Un intervenant

Nous ne savons plus ce que coûte la santé en raison du tiers payant. Il serait possible d'informer les gens du coût de la médecine.

En France, il faudrait trois niveaux d'administration, la commune, la région et l'État. Nous en avons quatre. Il faudrait peut-être supprimer les départements avec une exception pour Paris.

En Île-de-France, nous avons créé un échelon supplémentaire, la métropole.

Une intervenante

Lorsque nous sommes hospitalisés, le prix de la prestation est noté dans la chambre. La loi de 2002 oblige à dire aux bénéficiaires le prix de la prestation, qu'il s'agisse d'une journée de crèche ou d'une vaccination.

Un intervenant

L'Express a fait une couverture en 1966 sur le risque de manque de médecins. Les médecins en parlent depuis des années, cela sera catastrophique.

Par ailleurs, pour que les citoyens participent mieux à la politique, il faut que les gouvernements tiennent compte de nos votes. Nous avons voté contre l'Europe et Nicolas SARKOZY est passé outre ce vote.

L'État a incité les Français à prendre du diesel avec les mêmes arguments que l'électrique, alors que 40 % de la pollution des voitures sont liés aux pneus et aux freins. Nous découvrons aujourd'hui que c'est polluant. Le gouvernement actuel doit prendre en considération ce qu'a dit le gouvernement d'avant et permettre aux citoyens de faire la transition, plutôt que de chercher à supprimer le diesel du jour au lendemain.

Si le gouvernement veut que nous soyons de vrais citoyens, il doit respecter nos choix et être engagé par les prises de décision de l'État.

Un intervenant

Les citoyens doivent connaître le système de justice. Le droit n'est pas enseigné dans le primaire et le secondaire. Il est impossible de faire des citoyens si on ne les éduque pas sur le système judiciaire et si on ne le rend pas plus lisible.

Par ailleurs, il faudrait permettre à des gens en milieu de carrière d'accéder à des fonctions de magistrat, afin que tous les magistrats ne sortent pas de l'ENM.

Une intervenante

Il existe des formations en cours de carrière pour devenir magistrat.

D'autre part, je suis surprise du manque de jeune à cette réunion. Ils manquent peut-être de confiance dans le gouvernement.

Une intervenante

Aujourd'hui, nous savons qu'à poste égal, une femme est payée moins. Il existe aussi une taxe rose. Un homme qui achète un rasoir payera deux fois moins cher qu'une femme qui achète le même produit. Par ailleurs, les préservatifs sont remboursés alors que les serviettes hygiéniques et les tampons non. Ces produits sont pourtant en contact direct avec les muqueuses et contiennent énormément de polluants. Ils devraient être considérés comme des équipements médicaux. Ce sont des perturbateurs endocriniens à l'origine de cancers.

Un intervenant

Je suis impliqué dans une association en tant que responsable de projets éducatifs.

Dans les quartiers dits défavorisés, il faut travailler sur l'accès à la citoyenneté. Les politiques et les acteurs éducatifs sont présents. Je demande que le gouvernement prenne en compte le besoin de moyens en éducation. Nous devons éduquer davantage les jeunes, sans quoi une grande partie de la population sera mise de côté, ce qui créera des problèmes importants. Il ne s'agit pas d'étrangers, mais d'enfants français qui ont besoin d'être éduqués pour devenir citoyens.

Pour beaucoup de famille, l'urgence n'est pas la transition écologique, mais de donner à leurs enfants de quoi manger, un toit, et les moyens pour devenir citoyen.

Une intervenante

Des postes, notamment de psychologues et de CPE, sont supprimés dans les établissements scolaires. Par ailleurs, les psychiatres sont moins nombreux. Il ne faut pas supprimer des postes pour ce qui touche à l'éducation et à la santé.

Une intervenante

Voici encore 20 ou 30 ans, les enfants en difficulté étaient repérés dès la moyenne section de maternelle et pris en charge par des psychologues ou des rééducateurs. Ils étaient placés dans des classes à petits effectifs. Cela a été supprimé. Ils arrivent maintenant au collège sans savoir lire. Il est temps de remettre ces dispositifs en place.

Une intervenante

Nous n'entendons pas parler de Pôle Emploi dans ce débat. J'ai suivi en tant que documentariste des personnes au chômage, parmi lesquels des gens au RSA, mais aussi des cadres très éloignés de l'emploi. Pôle Emploi est très mal organisé et ne prend pas assez en compte l'humain. Il faut un contact direct avec les chômeurs, qui sont dévastés, et mieux former les salariés de Pôle Emploi.

Le tout numérique est une chose vaine et insuffisante. Il faut remettre le rapport humain et psychologique au centre.

Un intervenant

Nous devons promouvoir le principe de participation contre la lutte des classes et le marxisme en donnant ou en faisant acquérir à chaque salarié une action de son entreprise.

Un intervenant

Les lois ont des décrets d'application qui ne sont pas toujours respectés. Comment appliquer les lois ? Il faudrait simplifier les lois et les décrets et en réduire le nombre.

Par ailleurs, il faudrait une réglementation pour que les piétons soient mieux respectés dans les villes. Ils ne sont respectés ni par les utilisateurs de nouveaux modes de transport comme les trottinettes et les vélos ni par les voitures.

Une intervenante

L'éducation est essentielle. Les enfants et les adolescents se sentent démotivés, car les programmes ne correspondent plus au monde où ils vivent.

Des journalistes de France Inter se déplacent dans les classes pour expliquer aux élèves leur métier ou ce que sont les *fake news*. Il faudrait multiplier ces initiatives.

Il faudrait travailler davantage avec le numérique, avec les objets des élèves, par exemple en faisant des chaînes YouTube. Il faut rendre les élèves acteurs du monde où ils vivent.

Une intervenante

Les jeunes sont peu nombreux à cette réunion, mais tous ont parlé. J'ai appris que ce débat existait par ma famille, mais mes amis ne le connaissaient pas et mon école ne m'en a pas avertie. Certains jeunes ne savent même pas ce qu'est le grand débat.

Une intervenante

J'habite le 17e depuis 42 ans. Je souhaite qu'une loi soit votée pour que le gouvernement ne baisse pas les retraites. Par ailleurs, il faut qu'elles soient indexées sur le coût de la vie.

Un intervenant

Les jeunes ont des responsabilités. S'ils ne sont pas informés du grand débat, c'est qu'ils ne regardent ni la télé ni les réseaux sociaux. Ils sont assez responsables pour s'informer.

Par ailleurs, si nous pouvons dire que nous ne sommes pas en démocratie, c'est que nous le sommes.

Un intervenant

Nous avons peu parlé du chômage. Dans la plupart des grandes entreprises ou dans les institutions de l'État, il y a suppression de postes, mais pas de personnel. On attend que les salariés partent à la retraite et on ne les remplace pas. Les jeunes ont donc du mal à trouver du travail.

Un intervenant

Il existe actuellement un débat important en France sur l'assurance vie. 8 compagnies détiennent 80 % d'un marché de 1 700 milliards d'euros. Cette épargne pourrait peut-être être réorientée vers des investissements finançant la retraite des futurs retraités.

Un intervenant

Nous devrions pouvoir avoir confiance dans l'État. Lorsque l'État contractualise, il doit respecter sa parole. Il est inacceptable qu'une chose aussi importante que l'indexation des retraites soit supprimée dans une loi finance. C'est la même chose dans les relations entre l'État et les collectivités.

L'État ne respecte pas les contrats de plan qu'il signe. Il faut que l'État respecte sa parole. C'est une base du contrat social.

Une intervenante

Personne n'a parlé du problème des prisons. Il existe des problèmes importants pour les surveillants pénitentiaires qui ne sont pas formés à la hauteur de leurs responsabilités. Ils partent au travail en ayant peur pour leur vie. Par ailleurs, des personnes sortent de prison en étant radicalisées.

Aux Pays-Bas, toutes les prisons du pays ont été fermées. Il faudrait voir comment ils ont géré cette problématique. Tout commence par l'éducation.

Un intervenant

Les jeunes sont peu nombreux à cette réunion et votent très peu, car ils demandent quelle est l'utilité de leur vote. Les hommes et les femmes politiques proposent des programmes, mais rien ne prouve qu'ils les appliqueront.

Un intervenant

Il faudrait améliorer la sécurité des cyclistes en séparant les pistes cyclables des voies pour les automobiles.

Par ailleurs, la liberté ne s'use que si l'on ne s'en sert pas. J'engage donc les jeunes à s'investir politiquement. Ils rencontreront des gens qui veulent servir les autres et tiennent leur parole.

Geoffroy BOULARD

Merci de votre participation à ce débat. Nous avons entendu des opinions divergentes, c'est l'objet de ce débat. Nous ferons remonter intégralement toutes les propositions. Je remercie Yasmina PICQUART d'avoir animé cette réunion.

Le compte rendu de ce débat sera disponible sur le site de la mairie du 17^e arrondissement et sur la plateforme du grand débat national.

La séance est levée à 21 heures 55.

*NB : Ce procès-verbal a été rédigé par la société CODEXA (www.codexa.fr)
puis vérifié et complété par les membres de l'instance sous la responsabilité du Secrétaire.*
